

**La sécurité en Méditerranée : Quelles stratégies d'action pour quels défis ?****What Strategy for what challenge?****Cherif Dris**

Enseignant chercheur

ENSJSI

Email : [chrifoudz.cherif@gmail.com](mailto:chrifoudz.cherif@gmail.com)**Résumé :**

Cet article traite de la problématique de la sécurité e Méditerranée en mettant l'accent sur les défis et menaces qui mettent en danger la sécurité des pays riverains, mais aussi sur les stratégies adoptées pour y faire face.

**Mots clés :** sécurité ; Otan ; terrorisme ; sahel ; Maghreb

**Abstract :**

The Mediterranean geopolitical space is characterized by a large number of initiatives that have been created to control and resolve the structural conflicts that continue to threaten both security and peace in the region. Moreover, these initiatives as being a reflection of conflicting interest and contradictions in national agendas are also reflection of different perceptions of threats and risks. However, many issues concerning the strategies of action should be taken into account and pursued and that should be based upon references.

**Key words:** Mediterranean geopolitical space, initiatives, conflicts, strategy, threats, national agendas, references.

**Introduction**

Entreprendre une réflexion sur les défis qui pèsent sur la sécurité en Méditerranée et sur les moyens et les stratégies pour y faire face n'est jamais un exercice facile. L'erreur serait de croire qu'un tel sujet est épuisé et que les travaux et réflexions produits, au nord comme sud de ce bassin, nous épargnent cet effort. Au demeurant, la tentation de prendre un tel raccourci est d'autant plus grande que la littérature consacrée à cette thématique est abondante<sup>1</sup>. La réalité est, cependant, tout autre. Car, s'il est vrai que les études et travaux sur la question sont assez

---

<sup>1</sup>Nous pouvons citer à titre d'indication, les travaux suivants : Jean-François Coustilière et Pierre Vallaud, Géopolitique et Méditerranée : La Méditerranée : un espace imaginaire et fracturés. Volume 1. La Méditerranée : stratégies en présence et enjeux. Editions L'Harmattan. Paris. 2014. Abdenour Benantar, Quelle architecture de sécurité pour la Méditerranée ? In Critique Internationale. 2015/4 (N° 69). **Abdenour** Benantar, Implications du printemps arabe sur la sécurité en Méditerranée. In *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7710>. **Béligh Nabli**, Géopolitique de la Méditerranée. Editions Armand Colin, Paris, 2015.

abondants, force est de reconnaître que les approches utilisées demeurent sous l'emprise d'une lecture eurocentriste de la sécurité et des rapports euro-méditerranéens. Une lecture assez distanciée de ces approches, sans remettre en cause, pour autant, la pertinence de certaines d'entre elles, s'impose. Elle s'impose d'autant plus que les initiatives visant à réguler les conflits au sein de ce bassin et imposant un certain ordre dans les rapports entre les deux rives foisonnent. A l'instar du dialogue méditerranéen de l'Otan qui a célébré son 20<sup>ème</sup> anniversaire il y a presque quatre années de cela. Ou encore le dialogue 5+5 et l'Union pour la Méditerranée (UPM), une initiative annoncée en grande pompe en 2008 mais restée sans lendemain depuis l'irruption des révoltes dans certains pays arabes et les conséquences désastreuses qui s'en sont suivies.

Au-delà des lectures et des bilans qui sont fait régulièrement sur ces différentes initiatives, force est de reconnaître que la perception des défis et menaces qui pèsent sur cette région et les stratégies à mettre en œuvre pour les affronter dévoilent des postures différenciées et des logiques d'action fragmentées. De quelle manière doit-on percevoir les menaces et défis qui pèsent sur la sécurité de cet ensemble géopolitique ? Ya-t-il une stratégie ou des stratégies de ripostes ? Ces questions constituent le socle sur lequel sera bâti notre raisonnement tout au long des lignes qui vont suivre. Notre point de départ sera une description du paysage géopolitique méditerranéen. Sommes-nous en face d'un ensemble géostratégique homogène ou bien d'un espace fragmenté ? Ensuite, la sécurité en Méditerranée dépend-elle d'une stratégie ou des stratégies ?

La réponse à la première question nous impose une démarche dialectique.

## **I- De la représentation de la Méditerranée**

### **A- La Méditerranée comme ensemble homogène**

L'idée centrale autour de laquelle s'articule cette hypothèse est que la Méditerranéea toujours été et reste un ensemble homogène. Un espace interconnecté du fait d'une multitude d'interactions : commerciales, culturelles et humaines. Les livres d'histoire mettent en avant une certaine idée de la Méditerranée façonnée par un héritage civilisationnel, une proximité géographique et une mixité humaine et culturelle<sup>2</sup>. L'héritage civilisationnel fait surtout référence aux trois religions monothéistes dont le bassin méditerranéen a été le berceau : l'islam, le christianisme et le judaïsme. Il fait aussi référence aux sciences et cultures que les sociétés aux origines et religions différentes avaient réussies à produire. Ce brassage culturel et civilisationnel, socle d'une coexistence pacifique, est mis en avant pour réfuter la thèse d'un choc de civilisations que certains auteurs américains avaient prophétisé<sup>3</sup>. Quant à la dimension commerciale, la Méditerranée est souvent citée comme le lieu où le commerce entre les nations constituant ce bassin a été le plus florissant à travers l'histoire, grâce notamment aux phéniciens qui ont su donner à cette activité une dimension internationale. La proximité humaine quant à elle est évoquée sous l'angle du brassage qui s'est opéré tout au long de l'histoire entre les différentes populations méditerranéennes. L'on évoque à ce propos le mouvement des populations du sud vers le nord et du nord vers le sud. Au nord comme au sud, ils ont suscité

<sup>2</sup> Mostefa Hassani-Idrissi (Sous la direction de), *Méditerranée, une histoire à partager*. Bayard Editions, France. 2013. 538 P.

<sup>3</sup> Samuel P. Huntington, *The clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*. New York, Free Press, 1996.

des effets considérables sur le plan social et culturel : davantage encore que l'Europe, peut-être, la Méditerranée a été un énorme creuset humain au cours des deux derniers siècles<sup>4</sup>.

Parler de la Méditerranée comme un ensemble homogène c'est aussi parler des défis et menaces auxquels les pays composant cet espace géopolitique sont confrontés. Au nord comme au sud, les appréhensions quant aux menaces que font peser certains défis sur la sécurité de la région se rejoignent. Du terrorisme aux risques environnementaux, en passant par les trafics de tout genre, les perceptions et les lectures se recourent. Au-delà des divergences quant à la nature des régimes politiques ou concernant les agendas régionaux, ces menaces ont réussi à fédérer les efforts des pays des deux rives, voir même entre des pays dans les relations bilatérales ne sont pas des plus stables. Ces menaces de type transversales impliquent des coopérations inter-rives<sup>5</sup>, comme nous allons le voir plus loin. Et dans la mesure où ces menaces ne sont pas à sens unique<sup>6</sup>, cela permettra de sortir du cercle vicieux de la fausse perception<sup>7</sup>.

Le croisement des perceptions quant au danger que représentent certaines menaces ne doit, cependant, pas occulter une réalité géopolitique dont la caractéristique saillante reste la fragmentation.

### B- La Méditerranée comme espace fragmenté

Espace fragmenté, la Méditerranée l'est à plus d'un titre. D'un point de vue géopolitique, géoéconomique et géoculturel, la Méditerranée offre l'image d'un espace fractionné en un ensemble de sous-espaces hétérogènes. Mais cette fragmentation ou cette hétérogénéité est plus visible sur le plan sécuritaire.

#### a- Des sous-ensembles sécuritaires:

Deux sous-ensembles offrent une image très contrastée.

Une Méditerranée orientale éclatée et conflictogène. Le niveau d'instabilité dans cette zone est plus élevé en raison de certains conflits à commencer par celui opposant les Palestiniens au colonisateur israélien<sup>8</sup>, la guerre civile en Syrie qui entame sa septième année avec son lot de destruction, de dizaines de milliers de morts et des millions de réfugiés. A cela s'ajoute, l'instabilité au Liban que les interférences régionales risquent d'aggraver. Si pour le cas palestinien, les agressions répétées d'Israël sont une donnée structurelle qui façonne les relations interrégionales, la guerre civile en Syrie met à nu la fragilité d'un système sécuritaire régionale devenant de plus en plus militarisé. Qui plus est, la guerre civile en Syrie risque d'avoir des incidences régionales que ni les pays de la région ni les puissances extrarégionales ne pourraient en maîtriser les conséquences.

Quant à la Méditerranée occidentale, une certaine dualité semble la caractériser. D'une part, le versant septentrional offre l'image d'un ensemble intégré. Les 5 pays européens sont membres de l'union européenne et jouissent d'une stabilité politique certaine, en dépit des difficultés économiques générées par la crise financière qui secoue l'Europe depuis 2008. Le fait que ces

<sup>4</sup>Jean-robert Henry, *L'Europe et son sud*. In Projet. 302. Janvier 2008, Pp.38-39

<sup>5</sup> Abdenour Benantar, *Méditerranée Occidentale : un espace de sécurité euromaghrébin*. In Abdenour Benantar (Sous la direction de). *L'Europe et le Maghreb. Voisinage immédiat, distanciation stratégique*. CREAD, Septembre 2010. P. 178

<sup>6</sup> Ibidem, P.178

<sup>7</sup> Ibid., p.179

<sup>8</sup> Les mois de mai et d'avril de cette année 2018 ont les plus sanglants avec des centaines de morts côté palestiniens, tués par l'armée israélienne. Le 15 mai a été une des journées des plus meurtrières après que l'armée d'occupation israélienne ait ouvert le feu sur des palestiniens qui manifestaient pacifiquement pour demander le retour à Gaza et cela au moment où les responsables américains et israéliens fêtaient l'inauguration de la nouvelle ambassade américaine dans la ville d'El Qods occupée.

pays soient membres de l'Union Européenne et de l'Alliance atlantique explique le caractère apaisé de leurs rapports politiques et sécuritaires. D'autre part, le versant méridional demeure en quête de stabilité durable. La guerre en Lybie, l'instabilité en Tunisie et la persistance du conflit du Sahara occidental fragilisent davantage la sécurité de cette espace. En effet, si pour le Sahara occidentale, le statu quo s'impose comme une donnée structurante, le chaos multiformes (sécuritaire, politique, voire économique) en Lybie et les incertitudes quant à l'avenir de la Tunisie, laissent planer des inquiétudes quant à l'avenir des relations intermaghrébines, même si la situation en Algérie et au Maroc demeure plus stable.

Cette fragilité de la situation sécuritaire dans le flanc sud de la Méditerranée occidentale est accentuée par l'instabilité dans la région sahélo-saharienne. En tant que complexe sécuritaire<sup>9</sup> le Maghreb s'est élargi par la force des choses au Sahel. Il est certes vrai que les impératifs géographiques rattachent le Maghreb à l'espace sahélo-saharien, en ce sens que la plupart des pays maghrébins partagent des frontières avec certains pays du Sahel. Toutefois, les vulnérabilités et les menaces qui mettent en danger la sécurité des pays de cette sous-région nous oblige à insérer cet espace dans la catégorie des complexes sécuritaires crisogènes. Et dès lors que ces vulnérabilités tendent de plus en plus à s'exporter vers le nord, inclure l'ensemble Maghrébo-sahélien dans l'espace méditerranéen fragmenté s'impose.

### C- Espace Maghrébo-sahélien:

#### a- Perceptions différenciées des défis sécuritaires

La complexité de cet espace en termes de défis et d'acteurs ne peut que produire des perceptions différenciées. En l'occurrence, ces défis peuvent être classés en deux catégories :

- 1- L'espace maghrébo-sahélien: les défis exogènes:

Les interventions étrangères en premier lieu. La perception dans les pays du Maghreb quant aux dangers qui menacent la sécurité des pays de ce sous-ensemble reste dominée, dans une large mesure, par la crainte d'une intervention étrangère. A titre d'illustration, selon une étude réalisée en 2011, en plein révoltes arabes, dans le cadre du Baromètre Arabe, et à une question sur les principaux défis auxquels le monde arabe doit faire face, 14.09% des algériens ont pointé du doigt les interventions étrangères, juste derrière le renforcement de la démocratie 19.5% et la corruption administrative et financières 22.4%<sup>10</sup>. En Tunisie, le rejet des interventions étrangères en ce qu'elles représentent un frein aux réformes politiques a atteint les 47%<sup>11</sup>. Côté discours officiels, le refus de toute intervention étrangère est plus prononcé en Algérie. La crise libyenne cristallise cet état d'esprit et constitue un baromètre à l'aune duquel il est possible de mesurer le degré de méfiance que l'intervention de l'Otan a dû susciter. Ainsi, les autorités politiques en Algérie n'ont pas hésité à afficher leur préférence pour une solution politique et leur opposition à toute ingérence étrangère dans la crise libyenne<sup>12</sup>. L'intervention de

<sup>9</sup>Nous empruntons le concept de complexe de sécurité aux politologues Barry Buzan et Ole Weaver. Pour plus de détails sur ce concept, consultez leur ouvrage : *Regions and Powers. The structure of international security*. Cambridge University Press, UK, 2003. 564 p.

<sup>10</sup> 2011 <http://www.arabbarometer.org/sites/default/files/countyreportyAlgeriaII.pdf>

ناصر جابي، تقرير حول استطلاع البارومتر العربي. الجزائر، تموز (يوليو) 2011. ص. 24

<sup>11</sup> محمد المصري، تقرير البارومتر العربي الثاني: تونس. أيلول (سبتمبر) 2012. ص. 63

<http://www.arabbarometer.org/sites/default/files/Tunisia%20Country%20Report%20ABII.pdf>

<sup>12</sup>Crise libyenne : Messahel réaffirme la position de l'Algérie pour une solution politique. In

<https://www.algeriepatriotique.com/2017/09/09/crise-libyenne-messahel-reaffirme-position-de-lalgerie-solution-politique/consulté le 15/05/2018> à 22.52

l'Otan y était, et y est toujours, perçue comme une nouvelle forme d'ingérence militaire drapée de considérations humanitaires<sup>13</sup>.

Plus inquiétant est menaçant pour les pays de la région est le terrorisme. Ce phénomène a pris des dimensions internationales depuis que le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) a déclaré son allégeance à Al Qaida en 1998. L'extension du GSPC de son champ d'activité en se transformant en Al Qaida au Maghreb traduit le passage d'un terrorisme localisé vers un terrorisme à dimension géopolitique. De fait, l'implantation de l'AQMI intègre le Maghreb dans la stratégie mondiale des groupes terroristes. D'autant plus qu'avec la guerre civile en Libye et l'instabilité au Mali, l'axe Sahélo-Maghrébin est devenu le terrain propice pour des groupes terroristes comme Al Qaida, AnsarEdine et El Mortabitoun ou encore AnsarEcharia en Libye d'étendre leurs activités, aidés en cela par l'absence d'un pouvoir central fort, comme cela est le cas en Libye, et la prolifération des armes. Avec la fusion d'AnsarEdine d'Iyad Ag Ghali, de l'Aqmi et d'el Mourabitoune pour créer, en mars 2017, le Groupe de Soutien pour l'Islam et les Musulmans (GSIM), la capacité de nuisance des mouvements sera des plus grandes dans la mesure où après avoir été chassé du nord du Mali, ces groupes concentrent leurs attaques sur le Sud de ce pays<sup>14</sup>, avec le risque d'une extension vers d'autres pays comme le Niger et la Mauritanie.

Moins dangereux certes que le terrorisme, le racisme et l'islamophobie sont perçus, à leur tour, comme des défis pouvant impacter la stabilité des pays Maghrébins. Le fait que plus de cinq millions de maghrébins, entre immigrés et binationaux, vivent en Europe structure les rapports entre l'Europe et son flanc sud méditerranéen. Or, depuis ces 20 dernières années, le rapport, en Europe, à l'immigration est dominé par le prisme sécuritaire, notamment après les attentats de Paris en janvier et novembre 2015, celui de Nice de juillet 2016, de Manchester et Londres, en Mai et Juin 2017. Ces attentats ont indéniablement contribué à alimenter le climat de suspicion et de rejet nourri par certains milieux politiques et médiatiques européens. Car dès lors que la présence des immigrés est perçue, dans ces milieux, de droite notamment, comme une menace à la cohésion identitaire de l'Europe, une sorte d'altérité s'installe entre les européens et les musulmans. Dans bien des cas, cette altérité se transforme en islamophobie et en racisme. Cette sécuritisation<sup>15</sup> de la question migratoire façonne désormais les politiques publiques européennes relatives à l'entrée des étrangers. Envisagées, de la sorte, ces politiques tendent à conforter les populations et gouvernements des pays du Maghreb dans leur crainte de voir l'islamophobie et le racisme gagner du terrain et cibler de plus en plus les immigrés d'origine maghrébine.

Enfin, on ne saurait clore ce chapitre des menaces d'ordre exogène sans évoquer le conflit palestinien-israélien. Ce dernier ne constitue certes pas une menace directe à la sécurité de la région, mais sa persistance est une source d'inquiétude. Les agressions répétées sur la bande de

<sup>13</sup>Sur cette question, Cf. notre article : **Du Dialogue méditerranéen à l'intervention en Libye : l'Afrique du Nord dans la représentation stratégique de l'OTAN.** In Dialogue Méditerranéen, revue éditée par le laboratoire de Recherche sur les Etudes Orientalistes de Civilisation du Maghreb Islamique de l'Université de Sidi-Belabes, N°11-12, Mars 2016

<sup>14</sup> **Madjid Zerouki**, Les groupes djihadistes s'unissent au Sahel. In Le monde du 04/03/2017. [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/04/les-groupes-djihadistes-s-unissent-au-sahel\\_5089337\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/04/les-groupes-djihadistes-s-unissent-au-sahel_5089337_3210.html). Consulté le 15/05/2018 à 21.33

<sup>15</sup> Sur la sécuritisation de la question migratoire, cf. Abdenour Benantar, *Complexe de sécurité ouest-méditerranéen : Externalisation et sécurisation de la migration.* In l'Année du Maghreb. IX. 2013. CNRS Editions, pp.57-75

Gaza (une centaine de morts depuis le début de l'année 2018) ont provoqué des mouvements de condamnation et de protestations officiels et non officiels. L'élan de solidarité affiché par les populations maghrébines à travers l'envoi d'aides (alimentaires et médicales) et l'organisation de caravanes (par voie terrestre ou par voie maritime) témoigne d'une prise de conscience certaine du danger que peu représenter l'occupation de la Palestine par les israéliens.

- 2-L'espace Maghrébo-sahélien: les défis endogènes

Les défis endogènes sont les plus délicats à gérer. Ils sont de nature structurelle et sont en partie liés à la nature de l'Etat-national qui a émergé suite aux indépendances, notamment dans l'axe sahélo-saharien. Dans cette partie de l'Afrique, la fragilité des Etats se révèle de manière très prononcée. Les cas de la Libye et du Mali en sont la parfaite illustration.

La Libye en premier lieu. Après quarante deux ans de pouvoir absolu, le régime du colonel Mouammar El Kadhafi a été renversé par une révolte armée appuyée par l'OTAN<sup>16</sup>. Outre le fait d'avoir entraîné la résurgence d'anciennes revendications ethno-tribales et une militarisation de la société libyenne<sup>17</sup>, la chute du régime de Mouammar el Kadhafi est révélatrice de la fragilité d'une construction politique basée plus sur les équilibres ethno-tribaux que sur des institutions fortes. De fait, la Libye post-Kadhafi offre l'image d'un pays déchiré par un conflit non pas sur la légitimité mais entre des légitimités<sup>18</sup>. Les différents arrangements proposés, et le plus souvent imposés de l'extérieur, n'ont pas eu raison des luttes de pouvoir entre instances élues et milices armées<sup>19</sup>. Contrairement à d'autres pays où la crise politique peut avoir pour origine la centralisation, parfois excessive, du pouvoir, le problème en Libye est justement l'absence d'un pouvoir central fort. Ainsi, au lieu d'aboutir à la création d'un territoire politique homogène, la chute du régime de Mouammar El Kadhafi a généré une multitude de territoires politiques et militaires qui rivalisent entre eux pour imposer une certaine légitimité.

Moins critique certes que la Libye, la fragilité de l'Etat malien est une source d'inquiétude pour les pays de la région. Le coup d'état de mars 2012 a plongé ce pays dans une spirale d'instabilité qui a été propice à la prolifération de groupes terroristes qui ont imposé leur loi sur tout le nord du Mali. Et si la menace terroriste connaît une nette régression, notamment après l'intervention militaire française et le retour à la stabilité politique consécutivement à la signature de l'accord de paix, en 2015, négocié à Alger grâce à la médiation algérienne et l'organisation par la suite des élections présidentielles, la stabilité dans ce pays reste néanmoins fragile. La persistance de la question touarègue et les attermoissements qu'enregistrent les négociations inter maliennes accentuent cette fragilité tant il est vrai que la crise malienne revêt un caractère structurel dont l'origine remonte aux premières années d'indépendances de ce pays.

*Les rivalités interétatiques* : dans tout espace géopolitique régionale, les rivalités interétatiques sont une donnée structurelle et structurante. Le plus souvent, ces rivalités mettent en jeu deux Etats phares de la région. En Europe, cette rivalité est animée par l'Allemagne et la France, en Amérique du sud, c'est le couple brasilo-argentin, en Asie ce sont l'Inde et la Chine, et la Chine et le Japon pour l'Asie orientale. Quant à la région du Maghreb, cette rivalité est l'œuvre d'une interaction produite par le couple algéro-marocain. Cette rivalité n'est cependant

<sup>16</sup>Cette intervention a dépassé le cadre fixé par les nations unies. La résolution 1973 imposant un embargo aérien n'autorisait aucunement le soutien militaire aux parties en conflit ou l'usage de la force armée pour renverser le régime Libyen.

<sup>17</sup>Yahia Zoubir and Louisa Dris Ait-Hamadouche, *Global Security Watch : The Maghreb*. Praeger Editions. Santa Barbara, California, 2013. P 121.

<sup>18</sup>Ali Benssaad, « Réconcilier les légitimités plutôt qu'intervenir ». In libération du 28 octobre 2014.

[http://www.libération.fr/monde/2014/10/28/libye-reconcilier-les-legitimites-plutot-qu-intervenir\\_1131274](http://www.libération.fr/monde/2014/10/28/libye-reconcilier-les-legitimites-plutot-qu-intervenir_1131274). Consulté le 19/12/2014 à 18.40

<sup>19</sup>Saïd Hadad, « La Sécurité « priorité des priorités » de la transition libyenne. In l'Année du Maghreb, IX, 2013. CNRS-Editions, France. P. 323

pas conjoncturelle. Elle est plutôt structurelle. De la guerre des sables à l'arrachage du drapeau algérien au consulat, en passant par les attentats terroristes de l'Hôtel Atlas Asni à Marrakech en 1994, les relations entre l'Algérie et le Maroc ont connu une évolution en dents de scie. Mais c'est la question du Sahara occidental qui continue à peser sur l'évolution de cette relation bilatérale. En effet, si l'Algérie maintient sa position de principe qui se réfère à la légalité internationale, le Maroc quant à lui s'arc-boute à une approche qui s'appuie sur les droits historiques et rejette la légalité internationale. De surcroît, le Maroc persiste à vouloir «bilatéraliser» le règlement de cette question en insistant à vouloir entraîner l'Algérie dans le règlement de cette question.

Cette rivalité est aussi l'un des facteurs structurant la politique régionale au Maghreb. Toute évolution dans un sens comme dans l'autre reste indexée à cette relation bilatérale, même si, par le passé, la Libye, du temps où colonel Mouammar El Kadhafi était au pouvoir, a tenté de dissoudre cette équation en optant pour une politique d'alliances flexibles avec comme finalité de s'imposer comme un leader régional.

*Quant aux menaces infra-étatiques*, celles-ci sont multiformes. Du terrorisme aux trafics de drogue, en passant par les trafics d'armes et la contrebande de tout genre, l'espace Maghrébo-sahélien est devenu le réceptacle de menaces de type asymétrique face auxquelles les forces de sécurité des pays de la région se retrouvent le plus souvent désarmées. Ainsi, le terrorisme s'est installé dans cette espace depuis des années mais son ampleur s'est accentuée depuis que la Libye est entrée dans une phase de guerre civile aigue et que le Mali est en proie à une instabilité politique chronique, aggravée par cette incapacité du gouvernement malien à exercer son autorité sur le nord du Mali. Plus grave encore, cette activité terroriste s'est ragaillardie à la faveur des connexions établies par les groupes terroristes avec les trafiquants d'armes et de drogue, mais aussi, et surtout, grâce aux enlèvements de ressortissants étrangers, une activité qui a généré des dizaines de millions d'euros. Et en dépit de l'adoption d'une résolution onusienne criminalisant le paiement de rançons aux groupes terroristes, certains pays européens continuent à le faire. C'est le cas de la France qui aurait versé, entre 2008 et 2014, selon une enquête réalisée par le quotidien américain The New-York Times, 58 millions de dollars aux différents groupes en échange de la libération de ses ressortissants détenus<sup>20</sup>. Les sommes récoltées grâce à ces rançons ont servi à l'achat d'armes et de munitions, devenues de plus en plus disponibles depuis le glissement de la Libye dans une spirale de violence interminable.

Cependant, l'ensemble de ces menaces infra-étatiques serait sans doute moins aigue si la question de la gouvernance ne se posait pas. En effet, la pratique politique se caractérise par la persistance de la logique d'exclusion, très prononcée dans certains pays. La représentativité, l'alternance, le fait de rendre des comptes n'ont quasiment pas droit au chapitre, cédant la place au népotisme, à la corruption et à l'autoritarisme. L'absence d'arbitrage pacifique des différents politiques alimente la violence et l'érige au statut de seul mécanisme d'arbitrage.

Enfin, on ne saurait clore ce chapitre des défis endogènes sans évoquer les défis sociétaux. Ils ne représentent certes pas une menace directe à la sécurité des Etats de la région, mais la persistance de la pauvreté, de certaines épidémies, de la sécheresse, des déséquilibres entre les régions et le faible taux d'accès aux soins et à l'éducation pourraient faire basculer certains pays de l'espace sahélien dans la catégorie des Etats faillis. D'ailleurs, quatre pays, en l'occurrence le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina-Faso, sont rangés dans la catégorie des pays les moins avancés au monde. Ces quelques chiffres, de l'année 2016, sur le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant nous renseignent un peu plus sur l'état de pauvreté dans lequel

<sup>20</sup>Cette information a été rapportée par Damien Glez dans son article, *Aqmi : rançons au Sahel, le terreau du terrorisme ?* In Jeune Afrique du 04/08/2014 <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140804114108>. Consulté le.

se trouvent ces pays : 781 dollars/an pour le Mali (183<sup>ème</sup> rang mondial selon l'Indice du développement Humain (IDH<sup>21</sup>)), 664 dollars/an pour le Tchad (194<sup>ème</sup> rang mondial selon l'IDH<sup>22</sup>), 650 dollars/an pour le Burkina-Faso (193<sup>ème</sup> rang mondial selon l'IDH<sup>23</sup>) et enfin 363 dollars/an pour le Niger (195<sup>ème</sup> rang mondial selon l'IDH<sup>24</sup>). Mais la pauvreté n'est pas le seul défi sociétal. Ces pays sont rongés par la persistance des clivages ethniques et tribaux qui font primer les loyautés traditionnelles sur les loyautés institutionnelles. La pratique politique dans ces pays reste fortement façonnée par les loyautés traditionnelles qui, le plus souvent, font obstacle aux stratégies des Etats tendant à lutter contre certaines menaces comme le terrorisme et les trafics de tout genre.

Cette présentation synthétique de ces défis révèle de manière saillante la fragilité d'un ensemble méditerranéen élargi au Sahel. La sécurité de cet espace demeure plus que jamais précaire. Aussi, la mise en place d'une stratégie globale qui engloberait tout les aspects liés à la sécurité s'impose comme une nécessité impérieuse. Mais cette stratégie existe-elle ? La réalité est que la fragmentation de l'espace méditerranéen, aggravée par la remontée des menaces en provenance du flanc sahélien de l'Afrique, a généré des stratégies fragmentées et différenciées.

## II- Quelles stratégies face à ces défis?

Ces stratégies peuvent être rangées en deux canaux.

### A- Une coopération à géométrie variable

#### a- Le poids du bilatéralisme

Face à ces multiples défis, les pays de l'espace Maghrébo-sahélien n'ont d'autres choix que de renforcer les coopérations bilatérales et développer de nouvelles formes coopération multilatérale, comme nous allons l'examiner dans les lignes qui vont suivre.

La voie bilatérale est plus le fruit d'un dynamisme algérien compte tenu du poids économique, militaire, diplomatique dont jouit l'Algérie dans cet espace. C'est ainsi que l'Algérie est fortement sollicitée pour aider au règlement de la crise malienne et ce depuis les années 60. Le fait d'abriter les rounds de négociations entre les différentes factions impliquées dans ce conflit est une reconnaissance de ce poids, autant que l'expression de l'intérêt que l'Algérie porte à la résolution de ce conflit qui s'explique principalement par la crainte de voir l'instabilité au Mali s'exporter vers le sud de l'Algérie. Cela d'autant plus que les frontières de l'Algérie, et notamment depuis les révoltes de 2011, sont plus vulnérables que jamais. Aussi, la stratégie algérienne de sécurisation des frontières est fortement déterminée par le développement de l'instabilité et l'insécurité dans son voisinage immédiat<sup>25</sup>. D'où l'intensification ces 5 dernières années de la coopération sécuritaire avec certains pays, notamment le Mali et le Niger, du fait de l'accroissement de la menace terroriste le long des frontières communes. Cette coopération s'est traduite essentiellement par l'octroi de matériel militaire, la formation de militaires maliens et nigériens et l'organisation d'exercices conjoints. D'autres pays comme le Niger et le Burkina ont bénéficié également des aides algériennes dans le cadre d'une stratégie plus globale pour lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel. En tout et pour tout,

<sup>21</sup><https://www.populationdata.net/pays/mali/> consulté le 16/05/2018 à 19.44

<sup>22</sup><https://www.populationdata.net/pays/tchad/> consulté le 16/05/2018 à 19.45

<sup>23</sup><https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/> consulté le 16/05/2018 à 19.46

<sup>24</sup><https://www.populationdata.net/pays/niger/> consulté le 16/05/2018 à 19.42

<sup>25</sup>Abdenour Benantar, The State and Dilemma of Security Policy. In Luis Martinez And Rasmus Alenius Boserup (Editors), Algeria Modern. From opacity to complexity. Hurst & Company, London, 2016. P.104

l'Algérie a octroyé 100 millions de dollars pour lutter contre le terrorisme dans cette sous-région d'Afrique<sup>26</sup>.

La sécurisation des frontières Est constitue elle aussi une préoccupation majeure pour l'Algérie. Depuis la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi, les risques de débordements de l'instabilité vers l'Algérie se sont accentués. Ils se sont d'autant plus accentués que le gouvernement libyen se trouve dans l'incapacité d'imposer son autorité sur tout le territoire libyen. Cette inquiétude a précipité la décision de répondre favorablement aux demandes libyennes, quant à la formation des forces de sécurité libyennes et à l'échange de renseignements notamment pour ce qui est des groupes terroristes. Avec la Tunisie, la coopération a pris une autre dimension, puisque le volet sécuritaire est adossé au volet économique. En effet, en sus des aides financières octroyées<sup>27</sup>, l'Algérie a conclu avec la Tunisie un accord de lutte antiterroriste et de sécurité frontalière (l'échange d'information, la surveillance aérienne, fournir l'assistance aux unités tunisiennes de lutte anti-terroristes, des opérations conjointes le long des frontières des deux pays et la formation des officiers tunisiens en matière de lutte contre le terrorisme, etc.<sup>28</sup>), et cela en vertu d'un accord de coopération militaire conclu en juin 2014. Cette coopération a permis le lancement des opérations militaires conjointes le long des frontières communes des deux pays, conformément à l'accord signé le 22 juillet 2014 entre les premiers ministres des deux pays<sup>29</sup>.

Comme nous pouvons le remarquer, ces dynamiques de coopération sont impulsées par les menaces qui pèsent sur la sécurité des pays concernés. Néanmoins, si la coopération transfrontalière y est très prégnante, force est de constater cette asymétrie dans l'engagement de ces acteurs. Le poids de l'Algérie dans ces dynamiques bilatérales est plus visible, créant ce faisant une sorte de dépendance de la part des pays cités à l'égard de leur voisin algérien.

b- *Un multilatéralisme limité: le CEMOC et l'UFL*

La dynamique bilatérale est confortée par les actions multilatérales dont la portée géographique et thématique reste toutefois limitée. Cette démarche s'est imposée au milieu des années 2000 lorsque des initiatives extrarégionales, à l'instar de la Transahel Initiative, lancée par les États-Unis en 2005, sont venues se greffer au paysage sécuritaire de la région. Cependant, le projet américain de créer un commandement militaire africain (AFRICOM) n'est pas étranger à cette volonté affichée par les pays de la région de mettre en place des mécanismes de coopération multilatérale. C'est ainsi qu'en novembre 2008, les ministres des Affaires Étrangères de l'Algérie, du Mali, du Niger, du Burkina-Faso, de la Mauritanie, de la Libye et du Tchad se sont réunis à Bamako pour lancer les bases du premier forum de sécurité dans la région. En mars 2010, l'Algérie accueille la seconde édition de ce forum.

<sup>26</sup>Lutte antiterroriste: 100 millions USD octroyés par l'Algérie aux pays du Sahel. In <http://www.aps.dz/algerie/66443-lutte-antiterroriste-100-millions-usd-octroyes-par-l-algerie-aux-pays-du-sahel>. Jeudi 30/11/2017 consulté le 16/05/2018 à 21.50

<sup>27</sup> En 2011, l'Algérie avait octroyé 100 millions de dollars et en vertu d'un accord signé au mois de mai de l'année 2014, l'Algérie a octroyé une autre aide financière en sus d'un dépôt de 100 millions de dollars dans la banque centrale tunisienne. Cf. Sonia Lyes, L'Algérie octroie une nouvelle aide financière à la Tunisie. In <http://www.tsa-algerie.com/2014/05/04/algerie-octroie-une-nouvelle-aide-financiere-a-la-tunisie/> Consulté le 20/12/2014 à 22.18

<sup>28</sup> Benantar, op.cit, p.107

<sup>29</sup> L'Algérie et la Tunisie signent un accord de sécurité frontalière. In <http://magharebia.com/fr/articles/awi/newsbriefs/general/2014/07/23/newsbrief-02>. consulté le 20/12/2014 à 22.09

La coopération multilatérale a connu une nouvelle dimension avec la création, le 21 avril 2010, du Comité des Etats-Majors Opérationnel Conjoint (CEMOC) dont le siège est à Tamanrasset. Ce comité comprend quatre pays : l'Algérie, le Niger, le Mali et la Mauritanie. Sa mission est la coordination des opérations militaires et de renseignement ainsi que la gestion d'éventuelles missions militaires contre l'AQMI<sup>30</sup>. Cette structure s'est vue renforcée par la mise en place d'une autre dédiée essentiellement au renseignement. L'Unité de Fusion et de Liaison (UFL), créée le 29 septembre 2010, en charge de collecter les informations sur le terrorisme dans le sahel et les mettre à la disposition des Etat-major militaires. On le voit donc, ces deux mécanismes se limitent uniquement à la coopération militaire et sécuritaire et n'englobent pas d'autres aspects. Ce qui donne l'impression que l'approche régional prônée par les pays de la région pour faire face à ces défis reste dominée par la dimension sécuritaire. De surcroit, ces mécanismes ne sont pas ouverts à tout les pays. Ils sont limités aux seuls pays frontaliers au Sahel, exit donc le Maroc qui tente d'intégrer ces structures pour faire valider ses thèses sur le Sahara occidental.

En revanche, les arrangements sécuritaires initiés par les acteurs extrarégionaux prônent un multilatéralisme élargi. Nous nous intéresserons dans le cas d'espèce au dialogue méditerranéen de l'OTAN et au dialogue 5+5.

### *C- Un multilatéralisme élargi : la coopération extrarégionale*

#### *a- Le dialogue méditerranéen de l'Otan*

Le dialogue initié par l'Alliance Atlantique en 1994 est destiné à sept pays de la rive sud de la Méditerranée, à savoir : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, la Mauritanie et Israël. Comme sa dénomination l'indique, il s'agit d'un dialogue de l'Otan et non une construction fortement institutionnalisée et contraignante. En d'autres termes, il ne s'agit ni plus ni moins d'un simple forum multilatéral n'impliquant en aucun cas l'ouverture des portes d'adhésion à l'Alliance Atlantique pour les 7 pays méditerranéens. Le fait que le sommet de l'OTAN d'Istanbul en juin 2004 ait élevé le dialogue au rang de partenariat ne change rien à sa nature.

Plusieurs raisons expliquent la décision de l'Otan de lancer une telle initiative, mais la plus importante reste sans conteste la peur ressentie par les pays de la rive sud à l'égard des intentions futures de l'Otan. En effet, après la désintégration de l'Union soviétique, les pays de la rive sud commencent à s'interroger sur le concept stratégique qui devrait véhiculer les orientations de l'OTAN pour le troisième millénaire. La recherche d'un nouvel ennemi a fait naître chez les pays de la rive sud de la Méditerranée la crainte que la perception de la menace qui guidera la nouvelle stratégie de l'Otan soit dominée par les risques d'instabilité qui se propagent chez eux. Cette crainte a été renforcée par un certain discours, en Europe notamment, qui tend à considérer le fondamentalisme islamique comme la prochaine menace à laquelle l'Otan devrait faire face<sup>31</sup>. Aussi n'est-il pas exagéré de penser que ce qui préside à la décision des responsables de l'alliance atlantique de se rapprocher davantage des pays de la rive sud est le désir d'apaiser les craintes de ces derniers au sujet des orientations futures de l'Otan. On peut considérer que la Dialogue méditerranéen de l'Otan, comme le soutient certains experts, ressemble plus à une opération de relations publiques dont l'unique objectif est de réhabiliter l'image d'une organisation « dont le seul souci est de projeter la paix dans les pays du sud<sup>32</sup> ».

<sup>30</sup>Zoubir & Ait-Hamadouche, op.cit, p.117

<sup>31</sup> L'ancien secrétaire général de l'Otan, Willy Claes, a été parmi ceux qui ont tout fait pour que la nouvelle stratégie de l'Alliance atlantique fasse de l'endiguement de la menace islamiste sa nouvelle priorité avec des déclarations alarmistes sur le danger que peut représenter la montée de l'islamisme pour la sécurité des pays occidentaux.

<sup>32</sup> Alberto Bin, "NATO's Mediterranean Dialogue: A Post-Prague Perspective?" *Mediterranean Politics*, Vol. 7, No. 2 (summer 2002): 115-120.

Considérant ces éléments, le dialogue méditerranéen de l'Otan ne peut en aucun cas être considéré comme l'antichambre de l'adhésion comme cela a été le cas pour le partenariat pour la paix (PPP) destiné aux ex-républiques d'Europe centrale et orientale. Toutefois, si l'on analyse le contenu du programme du dialogue de l'Otan on peut conclure à une certaine similitude avec celui du partenariat pour la paix. Ce programme englobe une coopération militaire reposant sur les axes suivants: exercices militaires conjoints, visites mutuelles et sessions de formations pour les membres des institutions militaires des pays de la rive sud. Cette coopération militaire s'est tellement intensifiée que les manœuvres militaires entre les navires de l'Otan et ceux des pays de la rive sud en haute mer et l'accostage des navires de l'Alliance dans les ports de certains pays de la rive sud sont devenus routiniers.

Cette évolution dénote la détermination de l'Alliance à impliquer les pays de la rive sud dans le nouvel agenda stratégique conçu au tout début des années 1990. Mais au-delà de cette évolution qualitative, la promotion de ce dialogue au rang de partenariat témoigne du désir de l'Alliance atlantique d'étendre ses frontières géostratégiques au-delà du périmètre sécuritaire euro-atlantique. D'ailleurs, les responsables de cette structure l'ont clairement fait savoir en déclarant que rien n'empêcherait désormais l'Otan d'élargir son périmètre sécuritaire plus au sud. Plus loin encore, ce partenariat décidé ne peut en aucun cas être dissocié de l'ambition des Etats-Unis de remodeler la carte géopolitique du Moyen-Orient en incorporant dans ce nouveau système sécuritaire régional des pays non arabes, tels que le Pakistan, Israël, la Turquie et probablement l'Iran.

Ce Moyen-Orient élargi qui englobe également l'Afrique du nord impose à l'Otan de procéder à une réadaptation de ses missions en mettant plus l'accent sur des questions politiques telles la promotion de la démocratie dans la région<sup>33</sup>. Cette réadaptation prolonge dans une large mesure les dessins américains d'élargir la communauté des démocraties au Moyen-Orient. Les conservateurs, du temps où le républicain George W. Bush était Président des Etats-Unis, ont en fait leur cheval de bataille et l'expédition guerrière menée contre l'Irak en 2003 était le prolongement de cette vision. L'Otan n'a, certes, pas été impliquée directement dans cette expédition, mais le fait d'inclure le Moyen-Orient dans sa nouvelle feuille de route stratégique dénote clairement la volonté américaine de faire de cette organisation un instrument de sa politique dans cette région. L'intervention en Libye en 2011 qui a débouché sur la chute du régime du colonel MouammarKadafi, préfigure-t-elle cette nouvelle orientation que l'OTAN prend ? Il est certes trop tôt pour se prononcer, toutefois cette action militaire non autorisée par l'ONU est un signe annonciateur.

#### *b- Le dialogue 5+5*

Nul besoin d'affirmer que les ambitions des Etats-Unis de réorienter les missions de l'Otan en lui assignant un agenda dans lequel la question relevant de ce que certains politologues qualifient de «puissance douce» (soft power<sup>34</sup>) ne suscitera pas l'adhésion de tous les alliés. Ainsi, la France paraît moins encline à soutenir les efforts américains visant à répandre la démocratie dans tout le Moyen-Orient. Par ailleurs, la relance du dialogue qui réunit cinq pays de la rive nord (Espagne, France, Italie, Portugal et Malte) de la Méditerranée et cinq autres de la rive sud (Algérie, Tunisie, Maroc, Libye et Mauritanie) n'est point étranger au dynamisme américain dans la région, subséquent aux attentats du 11 septembre 2001. Tout laisse à penser, en effet, que ces pays, la France plus particulièrement, craignent que les ambitions américaines n'accentuent leur marginalisation, cela d'autant que le rôle de l'Union européenne dans le processus de paix palestinien-israélien est très marginal comparé à celui des Etats-Unis. Analysé sous cet angle, le dialogue 5+5 représente une opportunité pour la France et ses voisins

<sup>33</sup>Fred Tanner, "Nato's Role in defense Co-operation and Democratization in the Middle-East". In **International Spectator**, 4-2004, PP. 101-113

<sup>34</sup>JospehNye, Bound to Lead: The Changing Nature of American Power, New York, Basic Books, 1990.

de réaffirmer leur présence sur la scène régionale comme acteurs de premier plan pouvant influencer sur l'équilibre régional des forces. Mais en quoi consiste au juste ce dialogue ? Son programme d'action est-il similaire à celui de l'Otan ?

A plus d'un égard, il existe des similitudes entre ce dialogue et celui initié par l'Otan. Le dialogue 5+5 est un forum de consultation sans aucune règle contraignante. Cependant, la différence réside dans le fait que ce dialogue, contrairement à celui de l'Otan, ne comprend pas un programme de coopération civilo-militaire. En revanche, le dialogue 5+5 est antérieur au dialogue méditerranéen de l'OTAN puisque l'idée remonte à 1983. De surcroît, cette initiative ne nourrit aucune ambition extrarégionale, son périmètre géographique étant la Méditerranée occidentale.

La raison d'être de ce dialogue est le désir des cinq pays européens de la rive sud de la Méditerranée de forger une identité sécuritaire euro-méditerranéenne afin de diminuer la tendance atlantiste. Plus que tous les autres membres, la France apparaît comme le fervent défenseur de cette idée en faisant tout pour convaincre les pays du Maghreb d'accélérer leur arrimage à l'Europe. En effet, lors du sommet de Tunis de 2004, la France a déployé une intense activité diplomatique pour réduire l'influence américaine en Afrique du nord. En vain, puisque les Etats-Unis ont créé un commandement militaire pour l'Afrique.

Que les méfiances françaises à l'égard des intentions de l'Otan soient justifiées ou non, il reste néanmoins que le Dialogue 5+5 est le plus important forum sécuritaire multilatéral au sud de la Méditerranée. Son caractère non contraignant rassure les pays cinq pays du Maghreb qui se montrent plus enclins à coopérer entre eux et avec les 5 pays de la rive nord. C'est sans doute ce qui explique que le Dialogue 5+5 a été élargi à plusieurs autres secteurs d'intérêts communs (la défense, l'intérieur, les affaires étrangères, l'environnement, le tourisme,...). L'élargissement de ce dialogue concerne aussi les partenaires puisque la société civile a été impliquée tant les problématiques soulevée par ce forum informel ne peuvent être cernées par les seuls gouvernements des pays de la Méditerranée occidentale. Mais une question demeure : jusqu'à quel point ce dialogue ainsi que celui de l'Otan peuvent-ils influencer la sécurité régionale maghrébine et la manière dont les pays maghrébins doivent envisager cette sécurité ?

#### *D- Quelles implications pour les pays du Maghreb ?*

Vraisemblablement, l'adhésion des pays du Maghreb à ces réseaux sécuritaires leur impose une réadaptation de leur politique de sécurité nationale pour faire face à ces défis exogènes. Les programmes lancés par l'Otan visent à la création d'une certaine homogénéité avec les sept pays méditerranéens. Il s'agit, en fait, d'amener les forces armées des pays maghrébins à se réappropriier les normes adoptées par les armées de l'alliance atlantique. En clair, ce que l'OTAN cherche avant tout c'est de développer une certaine interopérabilité entre ses armées et celles des pays de la rive sud impliqués dans ce dialogue. Cependant, les objectifs de l'Otan vont au-delà de l'interopérabilité pour, éventuellement, impliquer les pays du Maghreb dans une sorte de maillage sécuritaire transnational dont les frontières s'étendent du Maroc au Pakistan. Point d'adhésion, donc, à l'Alliance atlantique, dans la mesure où cette question ne figure même pas dans l'agenda de cette structure de sécurité, mais davantage d'implication des pays du Maghreb dans certaines missions que l'Otan aura à entreprendre dans le futur, que ce soit dans la gestion civile des crises, la gestion post-conflits (missions de stabilisation) ou probablement la lutte antiterroriste.

Par ailleurs, et depuis l'intervention militaire en Libye en 2011, les rapports des pays maghrébins avec l'organisation atlantiste se sont quelque peu tendus. La perception du nouveau rôle de l'Otan et ses intensions stratégiques sont plus que jamais teintés de méfiance et de craintes. Ainsi, l'Algérie qui a affiché son opposition à l'intervention militaire en Libye considère cette dernière comme une erreur stratégique tant elle contrarie ses plans sécuritaires

dans la région du Sahel en permettant, notamment, à certains acteurs locaux d'appliquer leurs propres agendas, lesquels ne coïncident pas forcément avec les intérêts de l'Algérie<sup>35</sup>. Dans cet ordre d'idées, il n'est pas étonnant de constater que le dialogue entre les pays du Maghreb et cette organisation est dans un état de léthargie, accentué par un rejet de la part des opinions publiques maghrébines de tout interventionnisme militaire occidentale.

Quant au dialogue 5+5, les possibilités de coopération semblent être plus concrètes et plus prometteuses. D'une part parce que les pays européens de la rive sud de la Méditerranée ont besoin de l'apport des pays Maghrébins, notamment pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme au Sahel et contre la migration clandestine. D'autre part, le caractère informel et non contraignant de ce forum, son approche souple et participative a permis de rallier le plus de partenaires de la rive sud<sup>36</sup>. De même qu'il rassure les pays Maghrébins membres, moins enclins à se laisser enfermer dans des arrangements politiques et sécuritaires contraignants.

## **Conclusion**

Nous avons essayé à travers ces quelques lignes d'éclairer sur les spécificités géopolitiques et géostratégiques de l'espace méditerranéen. L'image saillante qui en ressort est la fragmentation de cet espace pour des raisons qui sont, en partie, liées à l'histoire et à la géographie, mais aussi à la spécificité des menaces qui mettent en péril la stabilité de cette région.

Cependant, la nouveauté reste l'extension du périmètre des vulnérabilités de cet espace en raison de l'instabilité au Maghreb et son prolongement sahélien. Aussi est-il important d'inclure cet espace Maghrébo-sahélien dans l'analyse des vulnérabilités qui fragilisent la sécurité en Méditerranée. Cette fragmentation induit à son tour des stratégies divergentes. Comme nous l'avons expliqué plus en avant, les réponses sont différenciées, dénotant par là une difficulté certaine pour les acteurs de la région à s'entendre sur une perception commune des dangers et menaces. Les pays du Maghreb plus que ceux de la rive nord, pâtissent le plus de ces perceptions divergentes. Ce qui n'est pas sans limiter leurs marges de manœuvres et les contraindre de ce fait à repenser leur manière d'envisager la sécurité régionale pour ne pas rester enfermé indéfiniment dans la logique bilatérale. En définitive, en attendant un espace de sécurité partagée, la Méditerranée reste sous l'emprise d'une insécurité partagée.

تاريخ الاستقبال: 2018/05/17

تاريخ القبول: 2018/05/21

تاريخ النشر: 2018/05/13

<sup>35</sup>Miguel Hernando de Larramendi (2018), Doomed regionalism in a redrawn Maghreb? The changing shape of the rivalry between Algeria and Morocco in the post-2011 era. **The Journal of North African Studies**, DOI: **10.1080/13629387.2018.1454657. P.06**

<sup>36</sup> Gabriel Busquets, L'intégration régionale en Méditerranée occidentale : l'UMA et le 5+5. In LE DIALOGUE 5+5 COMME MÉCANISME d'intégration et coopération régionale. Annuaire IEMed de la Méditerranée, Mai 2016, P.35. [http://www.iemed.org/recursos-compartits/pdfs/MedOccidental\\_Forum2016\\_Dossier%20FR.pdf](http://www.iemed.org/recursos-compartits/pdfs/MedOccidental_Forum2016_Dossier%20FR.pdf)